



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
Commun Départemental**

Pôle Finances
Bureau des marchés publics

Nanterre , le 16 février 2026

Objet : Lettre de consultation - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage de gestion électronique des documents (AMO GED)

Madame, Monsieur,

Le centre administratif départemental des Hauts-de-Seine fait l'objet d'une opération de rénovation qui débutera, au plus tard fin novembre 2026. Celle-ci nécessitera le déménagement des services, des agents et des archives intermédiaires.

Dans ce cadre, nous lançons une consultation pour une mission de prestations intellectuelles, d'un montant inférieur à 40 000 € HT, conformément aux dispositions de l'article R.2122-8 du Code de la commande publique.

La présente consultation a pour objet, l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration d'un marché de gestion électronique des documents numériques et papiers pour les services de la préfecture des Hauts-de-Seine à Nanterre, des sous-préfectures d'Antony et de Boulogne-Billancourt, et du secrétariat général commun départemental des Hauts-de-Seine.

Le dossier de consultation est constitué des pièces suivantes :

N°	Dossier de consultation
1	La présente lettre de consultation
2	Le CCTP
3	Les conditions générales d'achat applicables aux achats publics de prestations intellectuelles du SGCD des Hauts-de-Seine d'un montant inférieur à 40 000 euros HT

Les candidats sont invités à transmettre une offre comprenant obligatoirement :

- Un mémoire technique comprenant :
 - une présentation du candidat ;
 - la compréhension par le candidat du contexte, des enjeux et des objectifs du projet GED ;
 - la méthodologie proposée pour la réalisation de la mission ;
 - l'organisation de la mission, incluant les modalités de pilotage et de suivi, ainsi qu'un planning prévisionnel d'exécution ;
 - la description du CCTP et des autres pièces ;
 - les moyens humains affectés à la mission, précisant les rôles, compétences et expériences des intervenants.
- un devis détaillé ou une offre financière globale.

Les offres devront être transmises, **au plus tard le 9 mars 2026 à 12h00**, par courriel à l'adresse suivante :

Sgc-achat@hauts-de-seine.gouv.fr

Le choix de l'attributaire sera effectué sur la base d'une notation sur 100, et d'un classement, au regard des critères suivants, classés par ordre croissant et pondérés de la façon suivante :

Critères de sélection des offres	Pondération
<p>1. Valeur technique de l'offre : Ce critère sera apprécié au regard des éléments suivants :</p> <p>- Sous-critère 1 : Compréhension du besoin et enjeux : Pertinence de l'analyse du besoin exprimé : seront notamment analysés : – la qualité de l'analyse du contexte et des contraintes liés à la mise en place d'une GED (organisationnelles, techniques, réglementaires et des enjeux de l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour ce projet) ; – la capacité à intégrer les attentes spécifiques du porteur du projet ;</p> <p>- Sous-critère 2 : Méthodologie et organisation de la mission</p> <p>- Sous-critère 3 : Compétences et expérience de l'équipe dédiée en termes : – d'expérience du ou des intervenants sur des missions comparables (GED, assistance à maîtrise d'ouvrage, marchés publics) et de références professionnelles similaires et récentes</p>	<p>55 %</p> <p>20 %</p> <p>20 %</p> <p>15 %</p>
<p>2. Prix des prestations : Ce critère sera apprécié au regard du montant de l'offre du candidat</p> <p>Il sera fait application de la formule suivante :</p> <p style="text-align: center;">(offre du candidat le moins disant pour ce critère X 40) offre du candidat noté</p>	40 %
<p>3. Critère environnemental : Ce critère sera apprécié au regard notamment : - des mesures mises en œuvre pour limiter l'impact environnemental de la prestation (réduction des déplacements, recours aux outils numériques, dématérialisation des échanges et livrables) ;</p>	2,5 %
<p>4. Critère social : Ce critère sera apprécié au regard notamment : - des engagements du candidat en matière d'emploi, d'insertion professionnelle, d'égalité professionnelle ou de conditions de travail ;</p>	2,5 %

Au regard des articles L.3 et L.2141-10 du Code de la commande publique et d'une jurisprudence administrative constante, le titulaire de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, ayant participé à la définition du besoin, à la rédaction des pièces de la consultation, à la détermination des critères d'analyse et à l'analyse des offres, ne peut légalement être candidat ni attributaire du marché public de mise en place de la GED, sous peine de méconnaître le principe d'égalité de traitement des candidats et de caractériser un conflit d'intérêts.

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'adresse suivante sgc-achat@hauts-de-seine.gouv.fr ou au 01.40.97.25.06.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La cheffe du bureau des Marchés Publics

Sandrine DUVAL